



Attractivité de la région et allongement de la vie active : un défi pour le marché du travail

Dans les Pays de la Loire, le chômage augmente depuis la crise sous l'effet conjugué de la morosité de l'emploi et de la hausse de la population présente sur le marché du travail. Si l'attractivité de la région exerce une pression plus forte qu'au niveau national, le maintien des seniors en emploi est le principal facteur de l'augmentation de la population active. Les réformes des retraites les incitent à rester sur le marché du travail. Sur la période récente, neuf actifs gagnés sur dix sont des seniors. Ils restent cependant les moins touchés par le chômage. La situation des jeunes continue à se dégrader sous l'effet d'une baisse de l'emploi. Chez les 25-49 ans, l'activité féminine progresse tandis que les destructions d'emploi touchent davantage les hommes. Sous l'hypothèse d'une présence accrue des seniors sur le marché du travail, la population active devrait continuer à croître au cours des prochaines années.

Martine Barré, Aurélie Goin, Insee

Dans les Pays de la Loire, fin 2015, 177 500 demandeurs d'emploi sans aucune activité sont inscrits à Pôle emploi (catégorie A), soit 86 000 de plus qu'en janvier 2008. Sur la même période, le taux de chômage a également fortement augmenté (+ 3 points). Selon les générations et les territoires, la situation s'est plus ou moins dégradée, malgré les politiques publiques mises en place, notamment en faveur des jeunes (dispositif zéro charges, emplois d'avenir, contrats de génération, garantie jeune, etc.). Dans ce contexte d'atonie de l'emploi, l'évolution de la population active pèse sur le chômage. Ainsi, l'allongement progressif de la vie active et l'arrivée de nouveaux actifs dans la région constituent un défi pour le marché du travail qu'il convient d'appréhender.

Une croissance de l'emploi insuffisante pour insérer les actifs supplémentaires

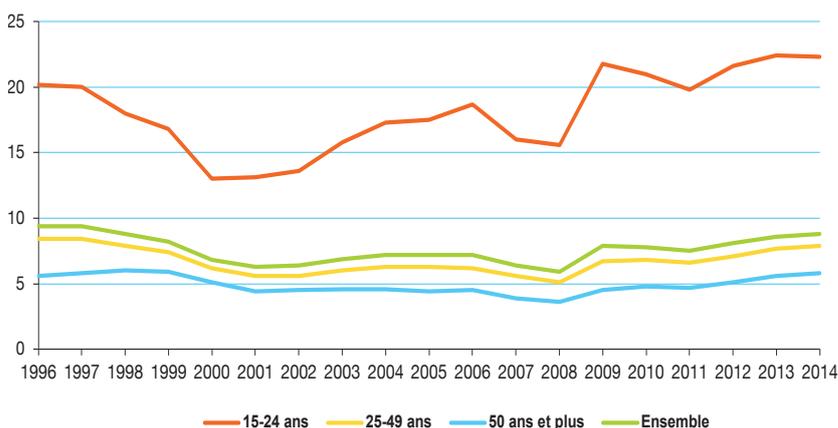
Dans la région, l'emploi progresse fortement entre 2000 et 2007 (+1,3 % par an en moyenne). Ce dynamisme permet de réduire le chômage à 6 % de la

population active (*définitions*). En 2008-2009, l'emploi se contracte. Depuis, il se redresse progressivement (+0,6 % par an en moyenne). La croissance de la population active se poursuit quant à elle à un rythme soutenu : entre 2007 et 2012, + 0,9 % en moyenne chaque année,

contre + 0,6 % au niveau national. Le marché du travail n'arrive plus à insérer dans l'emploi ce surcroît d'actifs. Ce déséquilibre contribue à l'augmentation du chômage, qui atteint 9 % fin 2015 (*figure 1*).

1 Chômage : l'écart se creuse entre les jeunes et les autres générations

Taux de chômage localisés en moyenne annuelle, dans les Pays de la Loire (en %)



Source : Insee, taux de chômage localisés.

2 Population active et emploi : des contributions contrastées selon les départements

Taux de chômage (en %) et contributions annuelles à l'évolution du nombre de chômeurs entre 2007 et 2012 (en % du nombre de chômeurs en 2007)

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire	France métropolitaine
Taux de chômage localisés au 4 ^e trimestre 2015 (p)	8,7	9,5	7,0	10,0	8,3	8,9	10,0
Variation annuelle du nombre de chômeurs entre 2007 et 2012	4,6	4,8	3,8	4,0	6,1	4,7	3,5
dont contribution de la population active	12,0	6,7	3,2	2,2	12,7	8,6	5,1
dont contribution du nombre de personnes en emploi	-7,4	-1,9	0,6	1,8	-6,6	-3,9	-1,6

(p) : données provisoires.

Lecture : dans les Pays de la Loire, le nombre de chômeurs a augmenté de 4,7 % par an en moyenne entre 2007 et 2012 ; à population active constante, la hausse de l'emploi aurait permis de réduire le nombre de chômeurs de 3,9 % chaque année.

Source : Insee, Recensements de la population (RP) 2007 et 2012 et taux de chômage localisés.

La Vendée et la Loire-Atlantique sont les départements de la région les plus dynamiques en termes d'emploi : entre 2007 et 2012, à population active constante, le nombre de chômeurs aurait diminué chaque année d'environ 7 % (figure 2). Cependant, le fort dynamisme de leur population active contribue à la hausse marquée du chômage. Leur taux de chômage est néanmoins inférieur à la moyenne régionale, seulement depuis fin 2011 en Loire-Atlantique.

Dans la Sarthe et en Mayenne, l'emploi diminue. Bien que leur marché du travail se dégrade, ces départements connaissent les plus faibles hausses du chômage en raison d'une croissance de leur population active plus modérée. La Mayenne conserve le plus faible taux de chômage ligérien. La Sarthe détient le plus élevé ; les pertes d'emplois contribuent presque autant à la progression du chômage que la population active. Enfin, le Maine-et-Loire est dans une situation intermédiaire. Le chômage suit le rythme régional, la croissance de la population active et de l'emploi est moins dynamique.

L'allongement de la vie active tire la croissance de la population active

Entre 2007 et 2012, la région gagne 14 100 actifs chaque année. Malgré la crise, les Pays de la Loire conservent des caractéristiques

socioéconomiques plutôt favorables par rapport aux autres régions : dynamisme économique, faibles taux de chômage et de pauvreté. Ceci contribue à attirer des actifs : en Vendée et en Loire-Atlantique, les arrivées sont plus nombreuses que les départs. L'effet migratoire est positif au niveau régional grâce à ces deux départements. Cet excédent est à l'origine du plus fort dynamisme de la population active ligérienne. Dans la région, les migrations engendrent une croissance de la population active de 1,5 % entre 2007 et 2012, contre seulement 0,6 % au niveau national. Elles exercent une pression accrue sur le marché du travail.

Les générations du baby-boom sont progressivement remplacées sur le marché du travail par l'arrivée de jeunes moins nombreux. Cette perte est compensée par l'arrivée d'actifs extérieurs à la région (+ 1 200 personnes par an en cumulant les facteurs démographique et migratoire). Au plan national, l'excédent migratoire ne contrebalance pas l'effet négatif de la démographie. Par le passé, le facteur démographique constituait le principal moteur de la croissance de la population active. Entre 1999 et 2006, il reposait essentiellement sur les seniors, avec l'entrée des générations du baby-boom dans cette tranche d'âge. S'il demeure positif, cet effet est moins marqué.

L'augmentation des taux d'activité (définition) est désormais le moteur quasi-exclusif de la croissance de la population active. Elle

est à l'origine d'une hausse de 4 % de la population active entre 2007 et 2012. Les comportements d'activité ont évolué sous l'effet de diverses politiques publiques visant à allonger la durée d'activité ou encore à faciliter l'activité féminine (figure 3). La Vendée fait figure d'exception : son attractivité constitue le facteur principal de la hausse de la population active.

Des seniors plus souvent actifs, sous l'effet des politiques publiques

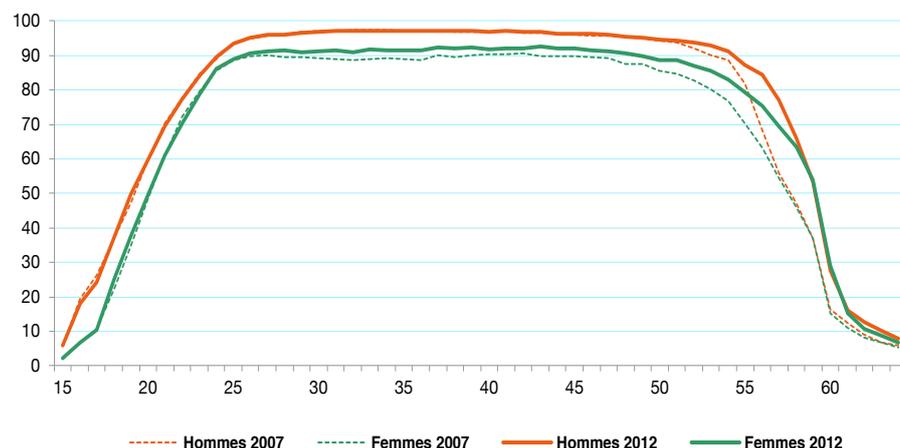
Les seniors sont à l'origine de l'essentiel de la hausse du nombre d'actifs. Entre 2007 et 2012, chaque année, le marché du travail gagne 12 500 personnes âgées de 50 à 64 ans, soit près de 90 % des actifs supplémentaires de la région. Cette hausse est essentiellement due à l'augmentation des taux d'activité des seniors (figure 4). Elle résulte de nombreuses mesures visant à les maintenir sur le marché du travail. Les dispositifs de cessation anticipée d'activité à financement public ont été restreints (préretraites, dispenses de recherche d'emploi, retraites anticipées). Avec les réformes successives des retraites de 1993, 2003, 2008 et 2010, la durée de cotisation nécessaire à l'obtention du taux plein s'allonge, l'âge légal de départ à la retraite recule, le cumul emploi-retraite et la surcote se développent.

Les taux d'activité ont fortement augmenté, notamment chez les 55-59 ans (71 % en 2012, soit + 15 points en cinq ans). Contrairement aux autres tranches d'âges, le taux d'activité des seniors demeure en deçà du niveau national. Ceci est en partie lié à la structure de l'emploi local. Plus nombreux dans la région, les ouvriers démarrent souvent leur carrière précocement, certains peuvent bénéficier de dispositifs de cessation anticipée d'activité. Avec le relèvement de l'âge légal de départ à la retraite, ces mesures sont désormais recentrées sur des questions d'équité vis-à-vis des personnes ayant commencé à travailler très jeunes ou subi des conditions de travail pénibles. Au niveau national, le nombre de bénéficiaires de ces dispositifs a été divisé par trois depuis le pic historique de 2006 (fin 2013, 3 % des 55-64 ans en bénéficiant).

Dans les années à venir, les changements de comportement d'activité seront vraisemblablement plus marqués à partir de 60 ans. En 2012, seuls 15 % des Ligériens de

3 Hausse de l'activité des seniors et des femmes

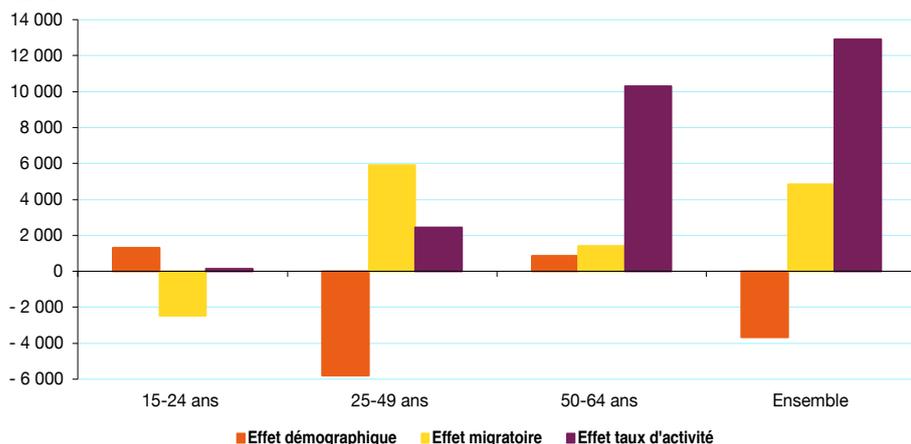
Taux d'activité par sexe et âge dans les Pays de la Loire, en 2007 et en 2012 (en %)



Source : Insee, RP 2007 et 2012.

4 L'activité des seniors stimule la croissance de la population active

Contributions annuelles à la variation de population active entre 2007 et 2012 dans les Pays de la Loire



Lecture : dans les Pays de la Loire, à population constante, l'évolution des taux d'activité génère une hausse de 12 900 actifs chaque année entre 2007 et 2012.

Source : Insee, RP 2007 et 2012.

60 à 64 ans sont actifs. Les réformes récentes impactent davantage cette tranche d'âge. Le décalage progressif de l'âge légal de départ à la retraite et l'élargissement des conditions de départ anticipé pour carrière longue mi-2012 génèrent de fortes fluctuations. Au niveau national, après une année de stabilité, le taux d'activité des 60-61 ans a augmenté de 5,2 points en 2014.

La hausse de l'activité des seniors devrait rester le principal facteur de croissance de la population active au cours des dix prochaines années (*encadré*). Elle dépend fortement des politiques publiques qui seront mises en œuvre. Celles-ci sont susceptibles de générer de fortes fluctuations. Si les réformes des retraites conduisent globalement à une participation accrue des seniors au marché du travail, l'assouplissement du dispositif carrière longue et la création du compte pénibilité permettent à certains de partir en retraite plus tôt. Cependant, les taux d'activité demeurent inférieurs à la moyenne européenne, notamment chez les hommes de 60 à 64 ans : en 2014, seuls 27 % sont actifs en France métropolitaine (au sens du Bureau international du travail - BIT), soit près de 20 points de moins qu'en Europe. Un phénomène de rattrapage exercerait une pression accrue sur le marché du travail, d'autant plus forte dans la région où les taux d'activité sont plus faibles.

De plus en plus nombreux sur le marché du travail, les seniors restent les moins touchés par le chômage : en 2014, le taux de chômage des personnes âgées de 50 ans et plus s'élève à 5,8 % dans les Pays de la Loire. Il s'agit de la seule tranche d'âge pour laquelle le nombre de personnes en emploi augmente (*figure 5*). Ceci résulte principalement du fait que les seniors conservent leur emploi. En effet, le retour à l'emploi est plus difficile pour les chômeurs âgés. Entre 2007 et 2012, les seniors connaissent la plus forte augmentation du nombre de chômeurs (+ 1 740 chômeurs en moyenne chaque année, soit + 6,5 %).

Un chômage toujours plus prégnant chez les jeunes

Les jeunes de 15 à 24 ans sont les plus touchés par le chômage. Historiquement élevé, leur taux de chômage atteint 22,3 % en 2014 dans la région. Ce niveau tient en partie aux spécificités des moins de 25 ans présents sur le marché du travail. La moitié des jeunes ne sont pas considérés comme actifs, principalement parce qu'ils poursuivent leur formation initiale. Avec l'âge et le niveau de diplôme, le taux de chômage diminue. Malgré les politiques publiques mises en œuvre, la situation des jeunes s'est davantage dégradée : leur taux de chômage augmente de 6,7 points entre 2008 et 2014, contre + 2,9 points pour l'ensemble des Ligériens. Leurs difficultés se sont particulièrement accrues dans la région. Le taux de chômage des jeunes demeure néanmoins inférieur au niveau national. Les Pays de la Loire sont la 4^e région ayant le plus faible taux de chômage des jeunes, désormais derrière la Bretagne.

Entre 2007 et 2012, l'augmentation du chômage est due à la forte baisse du nombre de jeunes en emploi. Plus souvent en contrat court, les jeunes sont plus sensibles que leurs aînés aux fluctuations conjoncturelles. Leurs situations d'emploi sont diverses : alternance, premier emploi, « petits boulots » d'étudiants. Cette baisse de l'emploi pose la question de l'adéquation entre l'emploi et la formation, ou encore de l'accès au premier emploi. Il s'agit de la seule tranche d'âge pour laquelle la progression du chômage est modérée par la baisse de la population active.

La diminution du nombre de jeunes actifs résulte essentiellement d'un déficit migratoire chez les jeunes en âge de poursuivre leurs études par un cycle long ou d'entrer sur le marché du travail (21-24 ans). Ces migrations prennent le pas sur l'effet démographique pourtant positif. Le facteur taux d'activité influe peu : depuis 1997, la durée des études et les taux d'activité sont globalement stables. Des fluctuations conjoncturelles existent toutefois. Au niveau national, entre 2009 et 2012, le taux d'activité des jeunes s'est replié avec la crise. Ils étaient notamment plus nombreux à ne pas se positionner sur le marché du travail à la fin de leurs études. Dans les Pays de la Loire, le taux d'activité des jeunes est supérieur au niveau national (+ 2,5 points en 2012) en lien avec un apprentissage plus fréquent et une insertion professionnelle plus précoce (suite à des formations courtes). Avec une formation initiale assez longue et relativement peu de cumul entre emploi et études, les 15-24 ans sont nettement moins présents sur le marché du travail en France qu'en moyenne européenne (taux d'activité inférieur de 5 points en 2014). Bien qu'un phénomène de rattrapage puisse avoir lieu, l'impact sur la population active serait vraisemblablement inférieur à celui engendré par les seniors.

La Loire-Atlantique est le seul département ligérien pour lequel le nombre de jeunes actifs est stable entre 2007 et 2012. La progression

Une population active moins dynamique dans les années à venir ?

Dans les Pays de la Loire, la population active devrait continuer à croître au cours des quinze prochaines années. Elle pourrait cependant exercer une pression moins forte sur le marché du travail. Si l'accroissement de l'activité des seniors devrait rester le principal moteur, il dépend fortement des politiques publiques qui seront mises en œuvre. Celles-ci peuvent générer des à-coups comme sur la période récente chez les 60-61 ans. Par ailleurs, une inflexion s'observe chez les personnes âgées de 55 à 59 ans. Après une hausse régulière et soutenue depuis fin 2007 (+ 2,7 points par an en moyenne au niveau national), leur taux d'activité a légèrement diminué en 2013 avant de progresser à nouveau en 2014 (+ 1,3 point). Sur cette tranche d'âge, l'écart avec la moyenne européenne est relativement faible : - 1,3 point chez les hommes, tandis que le taux d'activité féminin est supérieur en France. En revanche, chez les 60-64 ans, l'écart reste important : il atteint 20 points chez les hommes.

Dans les années à venir, les 60-64 ans constitueront vraisemblablement la tranche d'âge pour laquelle les comportements d'activité devraient le plus évoluer. La situation demeure contrastée au niveau national : si le taux d'activité des 60-61 ans atteint 41 % fin 2014 (au sens du BIT), il approche les 20 % chez les 62-64 ans. Au-delà de la réglementation en vigueur, les fins de carrière sont difficiles à prévoir : les choix de départs en retraite ne se limitent pas à des arbitrages sur le seul montant de la pension. Ils résultent également des préférences individuelles ou d'autres types de contraintes, telles que la santé ou la pénibilité du travail. Des modifications de comportement d'activité chez les moins de 55 ans auraient vraisemblablement un impact plus limité (développement de l'apprentissage, hausse de l'activité féminine, etc.).

Après une période plus creuse en 2013-2015, l'évolution de la population (effets démographique et migratoire) continuerait à contribuer à la croissance de la population active. Cet effet serait semblable à celui observé entre 2007 et 2012, voire légèrement plus important d'ici cinq ans avec l'arrivée sur le marché du travail de jeunes générations plus nombreuses. Les migrations sont cependant incertaines.

du chômage y est cependant plus contenue qu'en Vendée et en Mayenne car l'emploi a mieux résisté. Contrairement au reste de la région, le solde migratoire des jeunes est légèrement positif et la contribution de la démographie négative. Cette dernière est compensée par l'effet taux d'activité.

25-49 ans : des disparités entre femmes et hommes et selon les territoires

Chez les 25-49 ans, l'augmentation du chômage est plus mesurée : le taux de chômage augmente de 2,8 points entre 2008 et 2014, pour atteindre 7,9 %. Les hommes sont plus touchés : en 2014, leur taux de chômage devient légèrement supérieur à celui des femmes. Pendant la crise, les destructions d'emploi ont davantage touché l'industrie, la construction et l'intérim, secteurs majoritairement masculins. À l'inverse, le nombre de femmes en emploi a progressé – en lien avec le développement des services ; ceci a limité la progression du chômage malgré la hausse de l'activité féminine.

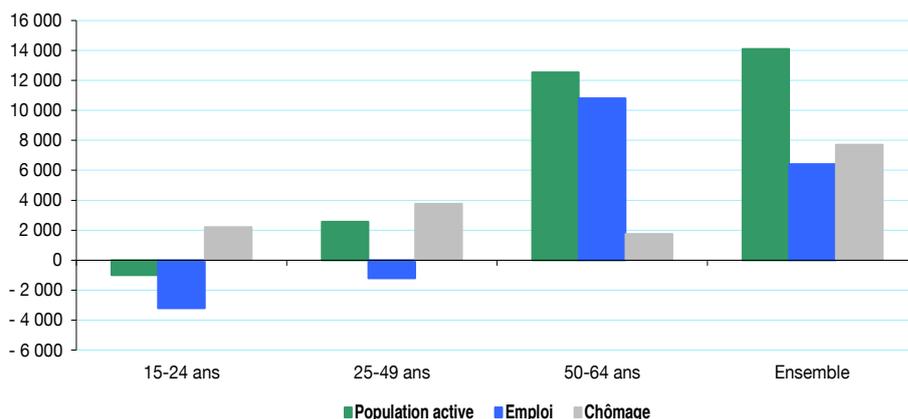
Entre 2007 et 2012, le chômage des 25-49 ans est avant tout tiré par la croissance de la population active (+ 1,2 % en cinq ans), liée à l'augmentation de l'activité féminine (figure 3). Si au niveau régional la baisse démographique est compensée par l'arrivée de nouveaux actifs, seules la Loire-Atlantique et la Vendée sont dans cette situation. Comme au niveau national, la population active est stable dans le Maine-et-Loire, elle diminue dans la Mayenne et dans la Sarthe.

Toujours inférieurs à ceux des hommes, les taux d'activité des femmes pourraient continuer à augmenter notamment grâce à des dispositifs facilitant la conciliation entre vie familiale et professionnelle. L'impact serait vraisemblablement de moindre ampleur que la modification des comportements d'activité des seniors. ■

Cette étude a été réalisée en partenariat avec la Direccte des Pays de la Loire (Eric Craipeau, Michel Montigné) et en collaboration avec Pôle emploi (Josette Barreaud, Vincent Ragot).

5 Hausse du nombre de personnes en emploi uniquement chez les seniors

Variations annuelles en nombre de personnes entre 2007 et 2012 dans les Pays de la Loire



Source : Insee, RP 2007 et 2012.

Chômeurs au sens du BIT et demandeurs d'emploi : deux concepts qui se recoupent imparfaitement

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A et le nombre de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) évoluent la plupart du temps de manière relativement similaire. Cependant, depuis 2008, l'ampleur ou le sens des évolutions ont été différents à deux reprises (cf. Dares Analyses n° 50, juillet 2015).

Les deux concepts sont différents. Le chômage au sens du BIT est mesuré par l'enquête Emploi de l'Insee, tandis que l'inscription à Pôle emploi correspond à une démarche administrative. Est chômeur au sens du BIT toute personne de 15 ans ou plus qui répond à trois conditions : ne pas avoir travaillé au moins une heure pendant une semaine de référence, être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et avoir recherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans les trois mois. Cette mesure est harmonisée au niveau international. Les demandeurs d'emploi en catégorie A se sont quant à eux inscrits à Pôle emploi ; ils n'ont pas travaillé au cours du mois et sont tenus d'effectuer des actes positifs de recherche d'emploi.

Si l'inscription à Pôle emploi en catégorie A et le chômage au sens du BIT sont deux réalités proches, elles ne se recoupent pas parfaitement. Ainsi, un demandeur d'emploi en catégorie A n'est pas chômeur au sens du BIT s'il n'a pas effectué d'actes de recherche d'emploi autres que le renouvellement de son inscription : l'inscription à Pôle emploi n'est pas considérée en soi comme une démarche active de recherche d'emploi au regard des critères du BIT. Inversement, un chômeur au sens du BIT n'est pas forcément inscrit à Pôle emploi en catégorie A. Il peut notamment être suivi par une mission locale ou être inscrit à Pôle emploi dans une autre catégorie (par exemple, en catégorie B ou C s'il a travaillé dans le mois en dehors de la semaine de référence).

Certains événements peuvent affecter le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A sans avoir le même impact sur le nombre de chômeurs au sens du BIT, ou inversement. En particulier, les réformes ou changements de règles dans le suivi, l'accompagnement ou l'indemnisation des demandeurs d'emploi peuvent avoir un impact uniquement sur le nombre d'inscrits en catégorie A.

Définitions et méthode

La **population active** comprend les personnes en emploi et les chômeurs en recherche d'emploi, au sens du recensement de la population. Elle est considérée au lieu de résidence. Le **taux d'activité** rapporte le nombre d'actifs à la population.

Entre 2007 et 2012, la variation du nombre d'actifs est décomposée en trois contributions imputables :

- à l'évolution des effectifs par âge par simple vieillissement de la population de 2007, sans migrations et à taux d'activité constant : **effet démographique**,
- à l'évolution des comportements d'activité, à population constante : **effet taux d'activité**,
- aux mouvements de population entre les territoires. Le solde des arrivées et des départs d'actifs est estimé par la différence entre l'évolution de la population active et les deux contributions précédentes : **effet migratoire**.

Le **nombre de chômeurs** s'entend au sens du recensement de la population. En revanche, seuls les **taux de chômage** localisés (ou au sens du BIT) sont utilisés.

Pour en savoir plus :

- Goin A. et al., *Demandeurs d'emploi : crise et évolutions réglementaires contribuent à la hausse*, Insee Analyses Pays de la Loire, n° 32, mai 2016 (à paraître).
- Minni C., *Emploi et chômage des seniors en 2014. Plus d'un actif sur deux parmi les 55-64 ans*, Dares Résultats, n° 7, janvier 2016.
- Bernard S. et al., *Emploi, chômage, population active : bilan de l'année 2014*, Dares Analyses, n° 50, juillet 2015.
- Gray P., Bonnefoy V., *L'insertion professionnelle des jeunes de plus en plus difficile pour les non diplômés*, Insee Analyses Pays de la Loire, n° 2, octobre 2014.



Insee
Mesurer pour comprendre

Insee Pays de la Loire
105, rue des Français Libres
BP 67401 - 44274 NANTES Cedex 2

Directeur de la publication :
Pascal Seguin

Rédactrice en chef :
Myriam Boursier

Bureau de presse :
02 40 41 75 89

ISSN 2275-9689
© INSEE Pays de la Loire
Mai 2016